

ATTAL OU LE CAPITAL RÉACTIONNAIRE

Après les déclarations d'Emmanuel Macron et de Gabriel Attal, il n'y a aucun doute sur ce que sera le reste du quinquennat du premier : un paradis pour riches et la continuation de politiques qui appauvrissent et précarisent le reste de la population. Tout cela accompagné de politiques réactionnaires et autoritaires.

ÉCONOMIE - TRAVAIL

S'agissant de l'économie et du travail, nous avons eu droit à un bréviaire libéral des plus classiques en termes de violence antisociale. Avec l'objectif affiché de rendre le pays « le plus attractif d'Europe pour les investissements étrangers », comme tous ses prédécesseurs.

→ **Baisse des charges pesant sur les classes moyennes avec une baisse d'impôts de 2 milliards d'euros**; Le mirage de la baisse des impôts et donc des recettes publiques qui seront traduites en moins de services publics et de fonctionnaires

→ **Généralisation de la réforme du RSA (15 h d'activité hebdomadaire d'insertion)**; Le scandale de l'obligation du travail gratuit (les activités n'ont même pas été définies dans la loi) pour les plus pauvres sous réserve de se voir supprimer leur allocation normalement inconditionnelle qu'est le RSA. Généralisation sans même que le bilan de l'expérimentation ait été tiré. Un scandale sans nom!

→ **Suppression de l'allocation de solidarité spécifique**; Faire basculer dans la grande pauvreté les chômeurs-euses en fin de droit. Et compte tenu du tiret précédent, les obliger à travailler gratuitement. Arnaque qui permet au gouvernement d'augmenter l'écart avec les travailleurs-euses en emploi au SMIC sans avoir à augmenter les salaires.

→ **Expérimentation de la semaine en quatre jours dans les administrations de tous les ministères**; Le coup de com'. Passer à la semaine des 4 jours sans baisser le temps de travail. Donc sans effet sur la réduction du chômage!

→ **Alignement des horaires de personnels d'entretien dans les administrations sur les horaires de bureau**; Il s'agit en premier lieu de savoir si les personnels sont d'accord avec cette mesure qui paraît de prime abord pouvoir améliorer l'articulation temps professionnel, temps personnels, mais qui de fait oblige les personnels à devoir effectuer l'entretien avec les salarié-es qui utilisent les locaux! Les conditions de travail ne sont pas du tout les mêmes! Mettre un terme à des horaires atypiques doit s'accompagner d'une véritable revalorisation salariale de ces métiers et de leurs conditions de travail. Il faut aussi reposer la question d'intégrer ces personnels dans les administrations sous traitants.

→ **Réflexion et mise en œuvre d'un compte épargne-temps universel**; Revendication de la CFDT et actuellement négociée dans le cadre du Pacte de la vie au travail. Donc pas une nouveauté. Le CETU serait attaché individuellement au salarié (ni à l'employeur ou à la branche) et abondé par les congés et RTT non pris par le salarié et que celui-ci

mettrait sur ce CETU. L'idée du gouvernement est de pousser ensuite à leur « monétisation » et donc leur transformation en revenu supplémentaire pour éviter d'avoir à augmenter les salaires.

→ **Simplification des normes pour les TPE/PME**; Comme si les normes étaient (comme pour l'agriculture) la source du problème! On imagine bien que les « normes sociales » comme le Code du travail protecteur des salarié-es va une nouvelle fois être « simplifié », ce qui est traduisible par moins de protections pour les travailleurs-euses de fait.

→ **Présentation d'un nouveau PJJ industrie verte avec une simplification des normes et un recentrage des travaux de la Commission Nationale du Débat Public (CNDP) sur les projets d'envergure nationale**; Vive la croissance verte, qui est un véritable oxymore. Soit nous faisons le choix de développer de véritables filières écologiques pourvoyeuses d'emplois de qualité, soit le capitalisme vert continuera à détruire la planète, Ce qui se passe sur le recul des interdictions

Union
syndicale

Solidaires

de pesticides (sous couvert de simplification des normes) est en réalité un renoncement gravissime pour notre environnement et notre santé.

SUR LE LOGEMENT

→ **Encourager la construction de logements : intégrer le logement locatif intermédiaire (LLI) dans la loi relative à la solidarité et au renouvellement urbains (SRU) ;**

Une idée scandaleuse et dénoncée par tou-tes les acteurs-trices qui se battent pour le logement ! Il s'agit pour les collectivités qui ne respectent pas le taux de construction de logements sociaux sur leurs communes de comptabiliser dans ce taux le logement locatif des classes moyennes. En plus du fait de l'ANRU (agence nationale pour la rénovation urbaine), ce sera un encouragement à la gentrification des quartiers populaires et qui se traduit au final par moins de logements sociaux. Encourager la spéculation et le béton mais pas le logement social. Ce tour de passe-passe n'est pas acceptable.

SERVICES PUBLICS — SANTÉ

→ **Mise en place de services d'accès aux soins dans chaque département français et, à défaut, la possibilité d'instaurer l'obligation de garde pour les médecins libéraux ;** la volonté affichée qu'aucun territoire ne soit oublié se heurte à la volonté de ne pas organiser une régulation pour l'installation des médecins. L'obligation de garde ressemble ici davantage à un effet d'annonce qu'à une mesure.

→ **Modalités de pénalisation des rendez-vous médicaux non honorés ;**

Cette mesure surfe une fois de plus sur le mythe du comportement abusif, de même que le

→ **Poursuite et renforcement des revues de dépenses, et présentation des premières propositions en mars 2024 ;**

→ **Simplification des normes : revoir le diagnostic de performance énergétique (DPE) et simplifier l'accès à MaPrimeRénov ;**

Simplification ou plutôt destruction des normes pour permettre de mettre à disposition des logements moins isolés/performants énergétiquement. Mesure antiécologique, prime aux marchands de sommeil, parfaitement coordonné avec le décret « marchands de sommeil » qui va permettre d'« offrir à la location » des logements d'1m80 en hauteur, de moins de 2 m de large...

→ **Désignation de 20 territoires engagés pour le logement : simplification des procédures, avec comme objectif d'y créer 30 000 nouveaux logements d'ici 3 ans ;**

Ce n'est pas d'un réarmement dont nous avons besoin mais d'une satisfaction des besoins vitaux de la population ! Des larmes de crocodile après avoir sciemment détruit le service public de la santé psychiatrique... Il n'y a rien sur le budget de l'hôpital, sur le grand-âge, sur le handicap, ni sur la prévention. L'effet com' a primé sur un système de santé exsangue alors que le nombre de personnel hospitalier ne cesse de chuter, c'est un système de santé public « low cost » qui se dessine moyennant les quelques aménagements annoncés, qui ne trompent personne et sont seulement destinés à parer au plus pressé sans repenser la politique et le système de santé.

gouvernement instrumentalise cette fausse idée par ailleurs en matière de chômage ou de fraude sociale. C'est le paravent à une autre réalité : le nombre de demandes de rendez-vous non honorés faute de nombre suffisant de médecins. 6 millions le nombre de rendez-vous qui seraient manqués en médecine générale contre 50 millions de rendez-vous non pourvus faute de médecins. Cette mesure ne constitue en rien une réponse au problème de l'accès aux soins.

→ **Régularisation des praticiens diplômés hors de l'Union européenne ;**

C'est finalement plutôt un bon point, l'exception qui confirme la règle en quelque sorte. Cette

Le gouvernement veut réaliser 10 milliards d'économies en 2024 et baisser les dépenses publiques d'au moins 12 milliards d'euros en 2025. De nouvelles coupes dans les services publics et les dépenses

Quel dimensionnement de ces 20 territoires, sans parler du financement ? Les besoins, c'est la construction de 300 000 logements sociaux par an soit 10 fois plus ! Quelques chiffres : 300 000 sans-abris, 2,3 millions de logements insalubres, 10 ans d'attente pour un logement social en Île-de-France ! Enfin la simplification des procédures peut faire craindre que les normes de construction seront revues à la baisse... Des logements de seconde classe en quelque sorte, la double peine quoi. Et qu'en sera-t-il des logements PMR qui manquent déjà cruellement sur le territoire ?

→ **Réquisition pour des bâtiments vides, notamment des bâtiments de bureaux ;**

C'est une de nos « revendications » mais plus encore que des « bureaux » qu'il faudrait rénover (rien n'est dit à ce sujet),

sociales sont donc à craindre, sauf certainement les services publics dits « régaliens » comme la police, qui a de plus en plus comme mission centrale de réprimer la contestation sociale !

c'est la réquisition des 2 millions de logements vides qu'il faut, logements dont la loi Kasbarian réprime l'occupation !

→ **Désignation des maires comme responsables de l'attribution des nouveaux logements sociaux ;**

L'inégalité de traitement par excellence ! Cela va permettre aux maires de conditionner cet accès selon son bon vouloir ! Vive le clientélisme et les abus (cf. Darmanin). Cette attribution doit rester de la compétence de la commission d'attribution dans lesquels siègent l'État et un représentant-e des locataires, pas de son seul maire !

mesure est la moindre des choses alors que les praticien-nes étranger-es permettent de maintenir ouvert un grand nombre de services hospitaliers et de cabinet médicaux dans les territoires. Mais qui encore une fois fait un « tri » dans les personnes migrantes !

→ **Augmentation de la prise en charge des séances de psychologues pour la santé mentale des adolescents ;** On peut légitimement rester prudent devant cette annonce. Si la facilitation de l'accès à des consultations gratuites et le prolongement de la durée de prise en charge sont positifs, cela ne peut masquer l'absence totale de

pédopsychiatrie publique dans beaucoup de territoire et son asphyxie quand elle existe. Augmentation de 200 € net/mois pour les infirmières scolaires et prime exceptionnelle de 800 euros. Cette revalorisation avait déjà été annoncée en décembre 2023 et devait être effective dès janvier 2024. Quant aux 800 euros de prime, il s'agit en réalité de compenser rétroactivement le délai de mise en place de l'augmentation. Il reste que les infirmières scolaires sont sous-payées et que leurs conditions de travail sur plusieurs établissements rendent leur mission extrêmement difficile.

ÉCOLE « CHOIX DE SAVOIRS »

→ Remettre la décision du redoublement à la main de l'équipe pédagogique;

Là aussi l'esprit punitif prédomine, alors que de très nombreuses études menées depuis une vingtaine d'années montrent que le redoublement ne produit pas les effets positifs escomptés. Mais surtout, cette annonce esquive le problème central des moyens alloués à l'éducation nationale.

→ Mise en place de groupe de niveaux dès cette année au collège;

En 2023, un laboratoire de recherches basé à l'École d'économie de Paris a conclu que « les classes de niveau sont inefficaces » et que « ni les élèves les plus performants, ni les élèves les moins performants » ne bénéficient de leur mise en place. Une telle mesure stigmatiserait les élèves les plus

faibles. Le rapport PISA pour 2022 prévoit un impact de ces groupes de niveau, notamment pour les mathématiques, et sous certaines conditions, ils doivent être limités à quelques matières et être ponctuels, ce que ne prévoit pas la mesure annoncée par Gabriel Attal. Les collèges étant inégalement dotés en moyens et étant répartis dans des milieux sociaux très différents, PISA montrant l'ampleur des inégalités sociales à l'œuvre à l'école, Attal choisit de les aggraver. Il veut sanctionner les élèves en difficulté alors qu'il prétend prévenir la difficulté scolaire et y remédier avec des moyens!

faibles. Le rapport PISA pour 2022 prévoit un impact de ces groupes de niveau, notamment pour les mathématiques, et sous certaines conditions, ils doivent être limités à quelques matières et être ponctuels, ce que ne prévoit pas la mesure annoncée par Gabriel Attal. Les collèges étant inégalement dotés en moyens et étant répartis dans des milieux sociaux très différents, PISA montrant l'ampleur des inégalités sociales à l'œuvre à l'école, Attal choisit de les aggraver. Il veut sanctionner les élèves en difficulté alors qu'il prétend prévenir la difficulté scolaire et y remédier avec des moyens!

→ Régulation de l'usage des écrans dans et en dehors de l'école;

Pourtant, Attal s'entête dans la promotion du numérique : il annonce doter les élèves de lycée

d'un outil d'intelligence artificielle (IA) pour les aider en maths et en français. Le ministère a déjà commencé une expérimentation à grande échelle du numérique avec la certification PIX des compétences numériques au lycée. En plus de l'énorme coût financier et environnemental, laisser l'élève seul face à ses difficultés, ce dispositif est une nouvelle externalisation du traitement de la difficulté scolaire hors de la classe et même hors de l'action des enseignant-es.

→ Réforme de la formation initiale des enseignants;

C'est une nouvelle mesure qui vient une fois de plus bousculer la formation des enseignant-es. Dans un contexte de pénurie de moyens, le flou de l'annonce laisse craindre que cette formation soit pensée comme un « réservoir » d'emplois,

les stagiaires, dont le statut n'est pas précisé, pouvant être affectés en fonction du manque d'enseignant-es. Le « stage » ne serait alors qu'une affectation de fait, au détriment de la formation et des élèves.

→ Financement renforcé de l'accompagnement des élèves en situation de handicap (AESH);

Cela se traduira-t-il par la titularisation sans condition de concours, d'ancienneté ni de nationalité de toutes les AESH dans un corps de fonctionnaire? par la création d'un métier d'éducateur-trice scolaire spécialisé-e et l'augmentation des salaires avec une grille de progression salariale à l'ancienneté, un salaire minimum à 2200 euros bruts? Comme le revendiquent nos camarades de l'éducation? On en doute.

AUTORITÉ

→ Expérimentation de l'uniforme à l'école (généralisation à la rentrée 2026 si concluant);

Une mesure qui flatte l'idée d'ordre et d'autorité dans le programme d'Attal (et de Macron) qui rêve du monde d'avant 1968. Réactionnaire et démagogique et évidemment sans effet sur les inégalités sociales!

→ Doublement du volume horaire d'enseignement de l'instruction civique et morale;

Comme si la morale pouvait soigner les maux sociaux du pays qui sont ainsi niés. L'idée est également de produire une population servile au service des seuls intérêts capitalistes à l'opposé d'une véritable citoyenneté fondée sur l'esprit critique.

L'ordre comme fantasme politique pour ne pas avoir à combattre les inégalités sociales.

Révision de l'échelle des sanctions dans les établissements scolaires; Toujours cette idée d'ordre et d'autorité qui prime...

→ Création d'une peine de travail d'intérêt éducatif pour les mineurs de moins de 16 ans;

Assignment des classes populaires à une dangerosité fantasmée et ce pour éviter d'avoir à répondre aux besoins sociaux, à la déshérence des services publics, à l'absence de lutte réelle contre le chômage...

→ Pour les parents d'enfants délinquants, création d'une peine complémentaire de TIG pour le délit de soustraction à leurs obligations légales;

Idem au précédent/pointer la responsabilité individuelle en masquant celle collective. La très grande majorité des parents « isolés » qui élèvent seul-es leurs enfants sont des femmes... Pense-t-on vraiment qu'accabler encore plus des femmes qui subissent de multiples discriminations et violences sociales soit une solution?

→ Renforcement de la lutte contre la drogue, avec la présentation d'un nouveau plan de lutte contre les stupéfiants et l'organisation de 10 opérations place nette par semaine;

La com' comme outil politique. Croit-on réellement que le capitalisme va lutter contre lui-même?

→ Lancement des travaux en vue de la généralisation du SNU à la rentrée 2026;

La militarisation rampante de la société qui doit obéir au chef. La guerre et l'ordre fantasmés pour éviter de déployer les politiques de satisfaction des besoins sociaux (et pour ça de les faire financer par le capital). Cette préparation mentale des esprits à la guerre (de quelle nature?) est plus qu'inquiétante pour les générations futures...

→ Possibilité de porter plainte en ligne partout sur le territoire;

Quand on n'a rien à dire sur l'essentiel...

ENVIRONNEMENT — ÉCOLOGIE

→ Création d'un service civique écologique, permettant à 50 000 jeunes de s'engager concrètement pour le climat d'ici la fin du quinquennat;

La jeunesse n'a pas attendu ce gouvernement pour s'engager dans le mouvement sur le climat. Belle idée de façade, mais c'est autant de travaux qui seront effectués pour un coût minimum par

autant de jeunes qui ne seront pas comptabilisés dans les statistiques du chômage.

→ Lancement d'une initiative pour réduire

La planification écologique est sacrifiée sur l'autel du retour au tout électrique nucléaire des années 70! Dans son discours, Gabriel Attal a stigmatisé l'écologie dite « punitive » allant jusqu'à dire « entendons tous ceux-là pour qui, en gros, l'écologie ça suffit ».

L'impact environnemental des 50 sites industriels qui émettent le plus d'emballages plastiques en France; Cela va a priori dans le bon sens. Mais l'on sait

que c'est toute la réflexion sur ce que l'on doit produire/consommer qui pourrait seule inverser la crise climatique.

→ **Mise en service du réacteur nucléaire à eau pressurisée (EPR) de Flamanville et investissements massifs dans les programmes de développement du parc nucléaire français;**

Flamanville aura coûté 500 millions de plus que prévu pour six mois de retard. C'est peu dire qu'il y a tout à craindre sur l'investissement massif annoncé. Attal se vantera d'une éventuelle baisse des émissions de CO2, sans rien résoudre quant au coût, aux risques et aux déchets du nucléaire. Et sans renforcer le développement des énergies renouvelables. La collusion « pouvoir/lobbies » a rarement été aussi évidente.

→ **Lancement d'un plan de contrôle sur la traçabilité des produits pour garantir un commerce équitable;** Mesure qui paraît positive... mais tellement en contradiction avec les suppressions d'emplois et de missions de la direction générale de la concurrence et de la répression des fraudes (DGCCRF-SCL) un vrai service public qu'il aurait fallu promouvoir et faire

grandir, plutôt que de privatiser les analyses de ces services à des labos privés (en possible collusion avec les industriels et grosses entreprises de l'agroalimentaire!)

AGRICULTURE

→ **Simplification massive et rapide des normes pesant sur les agriculteurs;** La fuite en avant vers le monde d'avant. Productivisme, cancers... pour la satisfaction du capitalisme du désastre. Ce ne sont pas les normes le problème, c'est de pouvoir vivre dignement de ses productions saines (et sans mettre en danger la vie des agriculteur-trices notamment) pour l'ensemble de la population!

→ **Remboursement dès février de 50 % du TICPE (taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques);** Fidèle au dogme néolibéral, le gouvernement préfère baisser les impôts, au surplus en favorisant les comportements polluants, plutôt que de favoriser le revenu des professionnels concernés. Tout cela alors que le fret ferroviaire attend une véritable ambition et que soit mis fin à son démantèlement.

→ **Doublement des contrôles de la DGCCRF contrôlant l'application de la loi Egalim et redistribution des montants des amendes pour soutenir les agriculteurs;** Démagogique, juste le temps de l'exposition médiatique. Sinon avec quels moyens et quels personnels?

« La fuite en avant vers le monde d'avant. »

Même s'il n'y a pas de surprise, la soupe amère servie par le duo de l'exécutif ne peut qu'être jetée à la poubelle! D'autant qu'elle s'en prend en premier lieu aux intérêts des plus modestes tout en revendiquant fièrement un autoritarisme et un retour au « monde d'avant » dans ce qu'il a de plus droitier. Ce projet ultralibéral est l'ennemi de l'égalité et de la solidarité. Pour l'Union syndicale Solidaires, ce sont des politiques de satisfaction des besoins sociaux et luttant contre toute forme de précarité et de discrimination dont les travailleur-euses ont urgemment besoin. Des politiques permettant une répartition plus juste des richesses et respectueuses de l'environnement. Des politiques pour une protection sociale assurant une meilleure égalité réelle entre toutes et tous. C'est pour les imposer que nous construisons le rapport de force.

Union
syndicale
Solidaires

facebook : @UnionSolidaires
X : @UnionSolidaires
instagram : @union_solidaires
mastodon : @unionsolidaires@syndicat.solidaires.org
telegram : https://t.me/solidaires
tiktok : @syndicat.solidaires